

CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR L'AMÉLIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE RECHERCHES ET DE SAUVETAGE (SAR) EN AFRIQUE

Lomé, TOGO, 10-12 April, 2017

DECLARATION DE LOMÉ SUR L'AMÉLIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE RECHERCHES ET DE SAUVETAGE (SAR) EN AFRIQUE

Lomé, Togo, 12 avril 2017

Nous, Ministres africains en charge de l'Aviation civile, réunis à Lomé, Togo le 12 avril 2017, à l'occasion de la Conférence de Haut niveau sur l'amélioration de la fourniture des services de recherches et de sauvetage (SAR) en Afrique organisée par la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC) et la République Togolaise en collaboration avec l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) ;

Considérant la Convention relative l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 (la *Convention de Chicago*), particulièrement en son article 25 sur les aéronefs en détresse et les normes et pratiques recommandées contenues dans son annexe 12 sur la recherche et le sauvetage ;

Considérant la Convention sur la haute mer de 1958, la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) de 1974, telle qu'amendée, la Convention internationale sur le SAR maritime de 1979, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982 ;

Considérant la Résolution A38-12 de l'Assemblée de l'OACI, prévoyant un état consolidé de la poursuite des politiques et pratiques associées de l'OACI relatives à la navigation aérienne, qui, en particulier, encourage les États membres, en collaboration avec d'autres États et l'OACI, le cas échéant, à mutualiser les ressources disponibles ou à créer en commun une Organisation SAR unique qui sera chargée de la fourniture des services SAR dans les espaces s'étendant sur les territoires de deux ou plusieurs États ou en haute mer ;

Considérant les Communautés économiques régionales actuelles créées sur le Continent ;

Considérant la Politique africaine en matière d'aviation civile (AFCAP) adoptée par la Seconde Conférence des Ministres des Transports de l'UA à Luanda, Angola le 25 novembre 2011 ainsi que les stratégies et engagements élaborés dans la Déclaration, entérinée ensuite le 27 janvier 2012 par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA à Addis-Abeba, Éthiopie ;

Considérant la Déclaration d'Abuja du 20 juillet 2012 sur la Sécurité de l'aviation Civile en Afrique, affirmant l'engagement des États à renforcer la sécurité de l'aviation en Afrique, et son adoption par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, Éthiopie, en janvier 2013 ;

Considérant la Résolution 39-23 de l'Assemblée de l'OACI sur l'Initiative *No Country Left Behind* (*Aucun pays laissé de côté*) (*NCLB*) et les différents programmes, objectifs et buts

actuellement poursuivis dans le cadre de cette initiative de l'OACI, lancée en décembre 2014 ;

Considérant l'importance de la coopération régionale lors des opérations SAR ;

Considérant l'impérieuse nécessité d'améliorer en permanence le système de navigation aérienne en Afrique et la nécessité de trouver urgemment une résolution immédiate et durable des défaillances dans la prestation des services SAR ;

Félicitant l'OACI pour son assistance technique permanente à l'Afrique, notamment le Plan régional détaillé de mise en œuvre pour la sécurité de l'aviation en Afrique (Plan AFI) soutenu par la CAFAC dans ses efforts à mettre en œuvre des programmes et projets pour l'amélioration de la prestation des services SAR ; et

Ayant examiné le Plan d'action pour l'amélioration de la fourniture des services SAR élaboré par la Conférence de Haut niveau sur l'amélioration de la fourniture des Services SAR en Afrique, tenue à Lomé, Togo du 10 au 12 avril 2017 ;

Préoccupés par :

1. La lenteur des progrès dans la mise en œuvre des normes et pratiques recommandées de l'OACI (SARP) relatives au SAR telles que contenues dans l'annexe 12 de la Convention de Chicago ;
2. L'absence de législation adéquate et de plans nationaux relatifs au SAR ;
3. Le nombre insuffisant de personnel technique formé, qualifié et compétent pour la mise en œuvre effective des services SAR ;
4. L'insuffisance des ressources financières pour assurer le fonctionnement efficace des unités SAR avec l'équipement adéquat pour honorer leurs obligations ;
5. L'insuffisance des accords bilatéraux et multilatéraux en matière SAR ;
6. La faible participation des États au système international SRSAT-COSCAP et à la non mise en œuvre effective par les opérateurs des exigences relatives à l'équipement et l'exploitation obligatoires de radiobalises de repérage d'urgence fonctionnant sur 406 MHz (ELT), des Balises de localisation personnelle (BLP) et des Radiobalises de localisation d'urgence (EPIRB) ;
7. L'absence d'exercices SAR réguliers conformément aux dispositions de l'annexe 12 de la Convention de Chicago et des Manuels de recherches et de sauvetage aéronautique et maritime internationaux, du Doc9731 de l'OACI et de l'Organisation maritime internationale (OMI) ;

Rappelant :

1. L'importance des services SAR dans le renforcement de la sécurité du système de navigation aérienne dans le monde ;
2. Les rôles essentiels des Communautés Economiques Régionales (CER), des Organisations Régionales de Supervision de la Sécurité (RSOO) dans la mise en œuvre des programmes régionaux de sécurité de l'aviation ;

3

Se félicitant :

1. Des progrès réalisés par certains États dans la mise en œuvre des SARPs de l'OACI relatives au SAR ;

Nous nous engageons à :

1. Honorer les responsabilités de nos États dans le cadre des Conventions aéronautique et maritime relatives à la mise en œuvre des services SAR ;
2. Poursuivre la mise en œuvre des politiques de renforcement des capacités des Experts SAR en Afrique ;
3. Faciliter les négociations et la signature de Mémoires de coopération en matière des services de Recherches et Sauvetage (SAR), des Protocoles d'accord SAR (PA) entre les États ;
4. Soutenir la création de Centres conjoints régionaux et sous régionaux de sauvetage et de coordination (JRCC) et la mise en commun de ressources (humaines, matérielles et financières) ;
5. Accorder une attention particulière aux services SAR dans les Plans nationaux de développement des États ;
6. Soutenir la mise à disposition de moyens financiers et matériels durables pour les Unités SAR ; et
7. Soutenir le Projet créé par la CAFAC pour l'amélioration de la fourniture des services SAR en Afrique.

Décidons de :

1. Assurer l'engagement politique au niveau national, régional et continental pour l'amélioration des services SAR en Afrique et soutenir la mise à disposition des moyens suffisants pour des services SAR durables ;
2. Intensifier la coordination et la coopération nécessaires entre les organisations civiles et militaires impliquées dans les opérations SAR ;
3. Veiller à la signature et à la mise en œuvre d'accords avec les États voisins en vue de renforcer la coopération et la coordination en matière SAR ;

Adoptons le Plan d'action sur l'amélioration de la fourniture des services de recherches et de sauvetage en Afrique ; et

Demandons à l'OACI, à travers le Plan AFI, en collaboration avec la CAFAC et les Partenaires, de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action sur l'amélioration de la fourniture des services de recherches et de sauvetage en Afrique, adopté par la Conférence.

Fait et adopté à Lomé, Togo, ce 12 avril 2017.



Par les Ministres en charge des Transports Aériens des Etats membres de l'Union Africaine



Le président de la Conférence de haut niveau

Mr. Ninsao GNOFAM
Ministre des Infrastructures et des Transports,
République togolaise

HIGH LEVEL CONFERENCE ON THE IMPROVEMENT OF SEARCH AND RESCUE (SAR) SERVICES IN AFRICA

Lomé, TOGO, 10-12 April, 2017

LOMÉ DECLARATION ON THE IMPROVEMENT OF THE PROVISION OF SEARCH AND RESCUE SERVICES IN AFRICA

Lomé, Togo, 12 April 2017

We African Ministers responsible for Civil Aviation, meeting in Lomé, Togo on 12 April 2017, on the occasion of the High-level Conference on the improvement of the provision of Search and Rescue (SAR) services in Africa organized by the African Civil Aviation Commission (AFCAC) and the Republic of Togo in collaboration with the International Civil Aviation Organization (ICAO);

Mindful of the Convention on International Civil Aviation signed in Chicago on 7 December 1944 (Chicago Convention), in particular its Article 25 on aircraft in distress and the Standards and Recommended Practices contained in its Annex 12 on Search and Rescue;

Mindful of the Convention on the High Seas of 1958, the International Convention for the Safety of Life at Sea (SOLAS) of 1974, as amended, the International Convention on Maritime SAR of 1979, the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) of 1982;

Mindful of ICAO Assembly Resolution A38-12, providing a consolidated statement of continuing ICAO policies and associated practices related specifically to air navigation which, in particular, encourages Member States, in cooperation with other States and ICAO, as necessary, to pool available resources or establish jointly a single SAR organization to be responsible for the provision of SAR services within areas extending over the territories of two or more States or over the high seas;

Mindful of the existing Regional Economic Communities established on the Continent;

Mindful of the African Civil Aviation Policy (AFCAP) adopted by the Second Conference of the AU Ministers of Transport, in Luanda, Angola on 25 November 2011 and the strategies and commitments developed in the Declaration, subsequently endorsed by the Assembly of Heads of State and Government of the AU, in Addis Ababa, Ethiopia, on 27 January 2012;

Mindful of the Abuja Declaration on Civil Aviation Safety in Africa of 20 July 2012, affirming States' commitment to enhance aviation safety in Africa, and its endorsement by the Assembly of Heads of State and Government of African Union (AU) in Addis Ababa, Ethiopia, in January 2013;

Mindful of ICAO Assembly Resolution 39-23 on No Country Left Behind (NCLB) Initiative

and the various programmes, objectives and targets currently being pursued under this ICAO initiative, launched in December 2014;

Considering the importance of regional cooperation during SAR operations;

Considering the compelling need to continuously improve air navigation system in Africa and the need to urgently find immediate and sustainable resolution to deficiencies in the provision of SAR services;

Commending ICAO for its continued technical assistance to Africa, including the Comprehensive Regional Implementation Plan for Aviation Safety in Africa (AFI Plan) supported by AFCAC in the efforts to implement programmes and projects towards improving the provision of SAR services; and

Having considered the Action Plan for the improvement of the provision of SAR services developed by the High-level Conference on the improvement of the provision of SAR in Africa held in Lomé, Togo from 10 to 12 April 2017;

Concerned by:

1. The slow progress in the implementation of ICAO Standards and Recommended Practices (SARPs) related to SAR as contained in Annex 12 to the Chicago Convention;
2. Insufficient number of trained, qualified and competent technical personnel for effective implementation of SAR services;
3. Inadequacy of financial resources to ensure effective functioning of SAR units with adequate equipment to conduct their obligations;
4. Inadequate legislation and national plans related to SAR;
5. The insufficient bilateral and multilateral SAR agreements;
6. The low participation by States in the COSPAS-SARSAT- international system, and the lack of effective implementation by operators of the requirement for the mandatory carriage and operation of 406 MHz Emergency Locator transmitters beacons (ELT), Personal Locator Beacons (PLB) and Emergency Position Indicator Radio Beacons (EPIRB);
7. The absence of regular SAR exercises in accordance with the provisions of Annex 12 to the Chicago Convention and International Aeronautical and Maritime Search and Rescue Manuals, ICAO and International Maritime Organization (IMO) Doc9731;

Recalling:

1. The importance of SAR services in the enhancement of safety of the air navigation system globally;
2. The critical roles of the Regional Economic Communities (RECs), Regional Safety Oversight Organizations (RSOOs) in the implementation of regional aviation safety programmes; and

Recognizing:

1. The encouraging progress achieved by some States in the implementation of the ICAO SARPs related to SAR;

Do hereby**Undertake to:**

1. Meet our States' obligations under the Aeronautical and Maritime Conventions related to the implementation of SAR services;
2. Implement policies on enhancement of capacity building of SAR Experts' competency in Africa;
3. Facilitate negotiations and signing of SAR Memoranda of Cooperation, SAR Letters of Agreement (LoAs) among States;
4. Support the establishment of regional and sub-regional SAR Joint Rescue and coordination Centres (JRCC) and the pooling of resources (human resources, assets and funding);
5. Ensure that SAR is given its due consideration in States' National Development Plans
6. Support the provision of sustainable funding and resources for SAR Units; and
7. Support the Project established by AFCAC for the improvement of the provision of SAR services in Africa.

Decide to:

1. Ensure commitment at the national, regional and continental level for the improvement of SAR services in Africa and making available adequate funds for sustainable SAR Services;
2. Increase the necessary coordination and cooperation between civil and military organizations involved in SAR operations;
3. Ensure the signing and implementation of SAR agreements with neighbouring States to strengthen SAR cooperation and coordination

Adopt the Action Plan on the improvement of the provision of search and rescue services in Africa; and

Request ICAO through the AFI Plan, in collaboration with AFCAC and Partners to support the implementation of the Action Plan on the improvement of the provision of search and

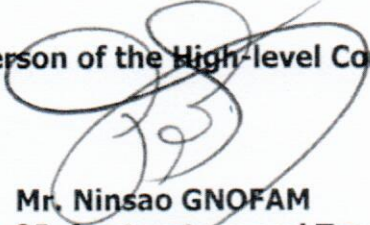
rescue services in Africa adopted by the High-level Conference;

Done and adopted at Lomé, Togo, on this 12th day of April 2017.

By the Ministers of African Union member States in charge of Air Transport



The Chairperson of the High-level Conference


Mr. Ninsao GNOFAM
Minister of Infrastructure and Transport
Republic of Togo